



**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION
INTELLECTUELLE**

OPERATION : *Schémas directeurs technique et culturel du Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou*

OBJET DU MARCHÉ : *Relevés Géomètre*

TITULAIRE : **XXX**

N° de Marché : **XXX**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Date : **mars 2024**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objets de l'opération et du marché	4
1.2 - Détail du contenu du marché	4
1.3 - Titulaire du marché	5
1.4 - Intervenants	5
1.5 - Sous-traitance	7
1.6 - Conduite des prestations	7
1.7 - Décision de poursuivre	8
1.8 - Prestations similaires	8
1.9 - Travail dissimulé	8
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	8
2.1 - Pièces particulières	8
2.2 - Pièces générales	9
ARTICLE 3 - ÉLÉMENTS DE MISSION ET CONTENUS DETAILLES.....	9
ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION.....	9
ARTICLE 5 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION	10
5.1 - Nature et contenu des prix	10
5.2 - Détermination des prix de règlement	10
5.3 - Modalités de règlement	11
ARTICLE 6 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 7 - RESILIATION	13
7.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général	13
7.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire	13
7.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques	13
ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI	13
8.1 - Délais prévisionnels d'exécution des prestations	13
8.2 - Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire	13
8.3 - Prolongation du délai d'exécution	14
8.4 - Pénalités	14
ARTICLE 9 - ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	15
ARTICLE 10 - CLAUSES DIVERSES.....	15
10.1 - Cautionnement - Retenue de garantie	15
10.2 - Assurances	15
ARTICLE 11 - UTILISATION DES RESULTATS.....	15
ARTICLE 12 - OBLIGATION DE DISCRETION.....	15
ARTICLE 13 - REGLEMENT DES LITIGES	15
ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES	16
14.1 Le traitement des données essentielles du marché public	16
14.2 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles	16
ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	16

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objets de l'opération et du marché

Le Centre National d'Art et de la Culture Georges Pompidou (CNAC-GP), situé Place Georges Pompidou, 75004 Paris, représente un monument important du patrimoine parisien. Cette réalisation, représentative de l'architecture des années 70, est un édifice labélisé par la DRAC d'Île-de-France au titre du Label Architecture contemporaine remarquable.

Il a cependant été identifié qu'une campagne de travaux de rénovation et d'amélioration du bâtiment devait être menée à large échelle au travers d'un schéma directeur technique (SDT) et d'un schéma directeur culturel (SDC) pour prendre en compte l'aggravation de l'état de plusieurs équipements, et améliorer l'usage et les fonctionnalités de l'édifice existant dans le cadre d'une opération globale dite « Pompidou 2030 »

Les études de diagnostic de l'état existant ont fait ressortir la nécessité d'améliorer la connaissance de l'existant et de consolider le programme des travaux grâce à la réalisation d'études transversales. Un volet important concerne la mise en place d'une nouvelle solution de gestion du patrimoine s'appuyant sur une modélisation des bâtiments.

Le Centre Pompidou possède d'ores et déjà des modélisations 3D de ses bâtiments, sous format REVIT. Seulement, de multiples divergences ont pu être observées entre la maquette géomètre, des plans DOE originaux et des relevés et observations effectués in-situ. Les missions font donc suite à la nécessité de vérifier et corriger certains éléments et à fournir une nouvelle modélisation fidèle de certaines parties du bâtiment.

L'objectif est donc de fiabiliser les modèles et documents mis à disposition afin de pouvoir, dans le cadre des études liées au Schéma Directeur et de l'exploitation du Centre :

- Constituer le support des études par l'extraction de données et de valeurs significatives ;
- Accueillir les projections de la Maîtrise d'Œuvre ;
- Extraire les fonds nécessaires aux livrables de conception ;
- Servir dans le cadre de l'exploitation du centre.

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet le contrôle et de mise à jour des maquettes numériques mises à disposition par les services CNAC GP et/ou par les Maîtrises d'Œuvres de l'opération du Schéma Directeur.

1.2 – Détail du contenu du marché

La mission "Relevés Géomètre" que concerne le présent marché consiste en :

- La vérification du géoréférencement des maquettes
- Des relevés altimétriques sur les abords, les niveaux et demi-niveaux des bâtiments
- Des relevés altimétriques ponctuels sur des espaces spécifiques
- Des relevés et renseignements textuels définis (cotes, annotations sur vues 2D...)
- Des relevés et modélisations ou correction de modélisation ponctuelles des bâtis.

Le contrôle de la qualité de la maquette fournie se fera par des relevés in situ conduisant à la production d'un rapport de contrôle à remettre à la Maîtrise d'Ouvrage déléguée (OPPIC) et à la Maîtrise d'Œuvre. Si la Maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre venait à constater dans un délai de 6 mois, des non-conformités entre les livrables et la réalité, le titulaire devrait reprendre à sa charge les éléments non conformes.

Les documents produits, livrables de la présente mission, seront la propriété entière de la Maîtrise d'Ouvrage.

L'ensemble des missions est précisé au cahier des charges réalisés par la MOE et annexée

(annexe 1) au présent CCAP.

1.3 – Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP et les pièces marchées sous le nom « le géomètre » ou « le titulaire ».

Le titulaire du présent marché s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel nécessaire à l'exécution des prestations, tant au niveau de la qualification que de la durée d'affectation, et a minima conformément à sa proposition et aux prérequis nécessaires pour mener à bien les missions.

1.4 - Intervenants

1.4.1 - Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou (CNAC GP) – Place Georges-Pompidou, 75004 à Paris. Il est représenté par son Président, M. Laurent Le Bon.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage ».

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.4.2 - Maîtrise d'ouvrage déléguée

Le maître d'ouvrage déléguée, mandaté par le CNAC GP, est l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture (OPPIC) – 30 rue du château des rentiers – CS61336 – 75647 Paris cedex.

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de « le maître d'ouvrage mandataire » ou « le mandataire ».

1.4.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre de l'opération du Centre National d'Art et de la culture Georges Pompidou (CNAC-GP) est allotie comme suit :

Schéma Directeur Technique (SDT) Groupement porté par le mandataire AIA INGENIERIE : Mission d'architecte de conception et réalisation pour les travaux de rénovation en lien avec le programme du SDT du CNAC-GP.

Schéma Directeur Culturel (SDC) Groupement porté par le mandataire – agence d'architecte MOREAU KUSUNOKI : Mission d'architecte de conception et réalisation pour les travaux de rénovation en lien avec le programme du SDT du CNAC-GP.

Les missions de la maîtrise d'œuvre portent sur les éléments suivants :

- Les études de diagnostic et esquisse,
- Les études d'avant-projet et de projet,
- L'assistance à la passation des contrats de travaux,
- Le visa des études d'exécution,
- La direction de l'exécution des travaux,
- L'assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Les missions complémentaires de la maîtrise d'œuvre portent sur les éléments suivants :

Concernant le mandataire AIA INGENIERIE, il s'agit :

- d'une mission de DIAG partiel (compléments aux diagnostics existants),
- d'une mission d'EXE partielle (limitée à l'établissement des DGPF),
- d'une mission de Direction de synthèse,

- d'une mission d'expertise/conseil et détermination des coûts de maintenance et d'exploitation des ouvrages, d'optimisation du coût global et d'assistance à la mise en service,
- d'une mission BIM.

Concernant le prochain mandataire du marché de MOE du SDC, il s'agira :

- d'une mission de Direction de synthèse,
- d'une mission d'assistance au choix du mobilier de la Bibliothèque Publique d'Information (BPI).

La mission du maître d'œuvre prendra fin à l'issue à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement (GPA) des marchés de travaux, éventuellement prolongée.

1.4.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination est confié à SETEC Opency

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "l'OPC" ou le "pilote".

1.4.5 - Coordination en matière de contrôle technique

Cette mission sera assurée par une société BTP Consultants, ci-après dénommée « le Contrôleur Technique ».

Les missions confiées au Contrôleur Technique sont les suivantes, définies par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et son annexe A ainsi que la Norme NF P 03-100, complétés par les dispositions du présent Cahier des Clauses particulières.

- Mission L
- Mission S

et en tant que missions complémentaires :

- Mission LE
- Mission P1
- Mission Hand
- Mission F
- Mission Ph
- Mission Th
- Contrôle initial des installations électriques
- Mission Av
- Mission ENV
- Mission GTB
- Attest Hand

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le Contrôleur Technique".

1.4.6 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

Elle est assurée par une société BTP Consultants ci-après dénommée « le CSPS ».

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé porte sur les phases suivantes :

- Les études d'avant-projet sommaire (APS) ;
- Les études d'avant-projet définitif (APD) ;
- Les études de projet (PRO)
- L'assistance au pouvoir adjudicateur pour la passation du ou des contrats de travaux (ACT) ;
- L'examen et le visa des études d'exécution et de synthèse de ou des entrepreneurs (VISA) ;
- La direction de l'exécution des marchés de travaux (DET) ;

- L'assistance à la réception des ouvrages et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR et GPA).

1.4.7 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

Cette mission est attribuée au maître d'œuvre du Schéma Directeur Technique AIA Ingénierie, au titre d'une mission complémentaire.

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « SSI ».

1.4.8 - Autres intervenants

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres AMO en cours d'études ou de réalisation. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la MOE ou d'en pallier les carences.

Le maître d'œuvre devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces nouveaux AMO qui auront été retenues par le représentant du maître d'ouvrage.

1.5 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants et R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à [l'annexe 2](#) de l'acte d'engagement. A défaut, l'acheteur pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 9.4](#) du présent CCAP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que l'acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.6 - Conduite des prestations

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à [l'annexe 2](#) de l'acte d'engagement.

Sauf accord du maître d'ouvrage, le titulaire ne doit remplacer la personne physique qu'à l'occasion d'indisponibilité temporaire de celle-ci qui n'est pas du fait du titulaire. En cas d'indisponibilité définitive qui n'est pas du fait du titulaire, la nouvelle personne physique désignée par le titulaire (y compris son suppléant) doit être acceptée par le MOA.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur dans le délai maximum de 2 jours ouvrés.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait à l'acheteur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalente à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera refusé.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçu à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement. Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

1.7 – Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

Si l'augmentation entraînée par la décision de poursuivre est supérieure à 15% du montant contractuel, le titulaire aura droit à être indemnisé du préjudice qu'il a éventuellement subi du fait de cette augmentation.

1.8 - Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.9 - Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira à l'acheteur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et - 7 du Code du travail.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, l'acheteur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières

- ❖ L'acte d'engagement (AE) et ses 3 annexes :
 - annexe 1 : DC4 déclaration de sous-traitance ;
 - annexe 2 : Composition de l'équipe proposée pour la réalisation des missions ;
 - annexe 3 : Convention d'interchange Ediflex (Annexe financière) ;
- ❖ Décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF)
- ❖ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 3 annexes :
 - annexe 1 : Cahier des charges de la mission ;
 - annexe 2 : Documentation technique comprenant les pièces listées au cahier des charges (uniquement transmises au candidat retenu) à savoir :

- Une maquette SRU au format RVT du projet. (Système de Référence Unique),
 - Une maquette « Géomètre » vide d'objets incluant la structuration MOE de base format RVT,
 - L'ensemble des autres maquettes au format RVT du projet,
 - Un PDF du plan cadastral,
 - Un tableau récapitulatif des altimétries issues de plans originaux du CNAC en .xls ;
 - annexe 3 : Plan de repérage des prestations décrites au cahier des charges.
- ❖ Mémoire technique titulaire, qui n'est contractuel que pour les engagements allant au-delà des exigences figurant dans les pièces susvisées.

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles ;
- ❖ les documents techniques et réglementaires applicables à l'opération.

ARTICLE 3 - ÉLÉMENTS DE MISSION ET CONTENUS DÉTAILLÉS

Le titulaire intervient pendant les phases d'étude de l'opération, à compter de la notification de son marché et jusqu'à la bonne réalisation de l'ensemble des prestations de sa mission. Le planning prévisionnel d'exécution du relevé est à fournir par le titulaire dans le cadre de son mode opératoire, et prendra en compte le classement des priorités d'exécution des travaux.

L'exécution du présent marché sera répartie suivant les missions dont le contenu est détaillé dans les articles 4.3, 4.4 et 4.5 du Cahier des charges, annexé (annexe 1) au présent CCAP et dont les zones d'implantations sont représentées sur l'annexe 3 au présent CCAP.

Les contenus détaillés de chaque élément de mission figurent dans le Cahier des charges présent en annexe 1 au présent marché. Y sont notamment précisés la nature des livrables et l'ordre de priorité des différentes prestations au regard des phases d'étude de la MOE.

ARTICLE 4 - CONDITIONS D'EXECUTION

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui apparaissent nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent marché. Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation du projet et les modalités de réalisation de celui-ci par rapport aux conditions d'exploitation du bâtiment.

D'une manière générale, le titulaire doit examiner les dispositions prises, les caractéristiques des modèles et données mise à sa disposition et les avis, notes et plans fournis par le mandataire.

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui peuvent découler de son intervention.

De son côté, le mandataire prendra les dispositions nécessaires pour :

- informer dès l'origine, maîtres d'œuvre, AMO, bureau de contrôle et d'une manière générale, tous les intervenants de l'existence du présent marché ;

- donner au titulaire copie de l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution de la mission ;
- prévenir en temps utile le titulaire des échéances d'études justifiant la nécessité de la réception des livrables à la MOE
- et d'une façon générale, permettre au titulaire d'exercer sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au mandataire.

ARTICLE 5 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION

5.1 – Nature et contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement. Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différente, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle.

Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

5.2 - Détermination des prix de règlement

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-12 du Code de la commande publique. Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

5.2.1 - Nature des prix

Les prix du marché sont fermes et actualisables.

5.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 fixé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

5.2.3 - Choix de l'index de référence

L(es) index ou le(s) indice(s) de référence choisi(s) en fonction de sa (leur) structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est Syntec publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux

Publics et du Bâtiment.

5.2.4 - Modalités d'actualisation des prix

Tel que prévu à l'article 5.2.1 du présent document, les prix sont fermes et actualisables si le début d'exécution des prestations intervient plus de trois (3) mois après la date d'établissement des prix figurant au présent marché.

Il sera fait application de la formule suivante : **$PI = Po [0,15 + 0,85 (In-4 / Io)]$**

Formule selon laquelle :

- PI est le nouveau prix actualisé ;
- Po est le prix de base du règlement des prestations figurant à l'acte d'engagement.
- In-3 est la valeur de l'indice, défini pour le marché, du mois n-3, n étant le mois de la date de l'acte portant début d'exécution des prestations.
- Io est la valeur de ce même indice correspondant au mois d'établissement des prix fixés dans l'acte d'engagement.

Les coefficients d'actualisation seront arrondis au millième supérieur.

5.3 - Modalités de règlement

5.3.1 - Avance

Le présent CCAP applique l'option B de l'article 11 du CCAG-PI sur les avances. Les modalités de l'avance sont celles prévues dans le présent CCAP tel que suit :

Une avance de 5% (cinq pourcent) pourra être versée au titulaire, dans les conditions prévues article R2191-3 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10% lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

5.3.2 - Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes : le titulaire facturera à l'avancement de sa mission.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORUS PRO accessible par internet à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> soit :

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire peut être assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe 3 de l'acte d'engagement. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

5.3.3 – Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après admission des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser à l'acheteur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis à l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision d'admission des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par l'acheteur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

L'acheteur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est

établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaire pour remettre à l'acheteur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, l'acheteur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

ARTICLE 6 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies aux articles 5.2 à 5.4 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux

dispositions fixées à l'article 38.3 du CCAG-PI.

ARTICLE 7 - RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

7.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'acheteur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à cinq pour cent (5%).

7.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 41.3 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de 5%. Le pourcentage d'abattement est fixé à 10%, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 5 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

7.3 – Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 27 du CCAG-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence de décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 8 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au titulaire. Ces délais seront fixés de façon indicative dans le planning prévisionnel fourni par le titulaire.

La durée et le délai d'exécution du marché est fixé à l'article 5 de l'AE.

8.1 – Délais prévisionnels d'exécution des prestations

Le délai spécifique d'exécution et de remise des livrables doit permettre le respect du délai d'exécution indiqué à l'article 5 de l'AE.

8.2 – Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre ou de l'exécution des travaux, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

8.3 – Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait du mandataire ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale du mandataire.

8.4 – Pénalités

Toutes les pénalités issues des articles 9.4.1 à 9.4.7 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA.

8.4.1 - Généralités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, il sera appliqué au titulaire les pénalités détaillées ci-dessous.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Le nombre de jours de retard sera obtenu par différence entre la date de remise du document et la date limite. Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune de ces pénalités sauf décision expresse du pouvoir adjudicateur.

8.4.2 - Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard : 100 €HT par document pour les livrables relatifs à chaque phase de rendu fixée avec le titulaire.

8.4.3 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite de l'acheteur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés aux articles 1.5 à 1.9 du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité 100 €HT par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que l'acheteur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

8.4.4 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux

Conformément à l'article 11.2 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 100

€ HT par jour de retard.

8.4.5 – Déclaration changement domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté. Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

ARTICLE 9 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève au terme de l'exécution de l'ensemble des prestations déterminées au Cahier des charges (annexe 1), constatée par le mandataire.

L'achèvement de l'ensemble des missions du titulaire fera l'objet d'une décision d'admission prise dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI établie sur sa demande, par le représentant du maître de l'ouvrage, et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 10 - CLAUSES DIVERSES

10.1 - Cautionnement - Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

10.2 - Assurances

Le titulaire doit être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles. Il remettra au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de 15 jours suivant la notification du marché l'attestation où devront figurer :

- les sommes assurées,
- les franchises,
- les taux des primes.

ARTICLE 11 - UTILISATION DES RESULTATS

Le chapitre 6 du CCAG-PI (articles 32 à 35) est applicable au présent marché.

ARTICLE 12 - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 13 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris. Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 14 - TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES

14.1 Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

14.2 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au 14.1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Pour toute demande d'information, le Titulaire peut s'adresser au Délégué de la Protection des Données de l'OPPIC.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07

ARTICLE 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.